



**PRÉFET  
DE LA SARTHE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49124 Saint-Barthélemy-D'anjou

Saint-Barthélemy-D'anjou, le 1er octobre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

**TECALEMIT AEROSPACE**

Z.I du Puits  
72500 Luceau

Référence : 2025-461\_TECALMIT AEROSPACE\_INSP\_RAP  
Code AIOT : 0100009899

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/09/2025 dans l'établissement **TECALEMIT AEROSPACE** implanté **ZI DU PUIITS 72500 LUCEAU**. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite se déroule dans le cadre du suivi de l'instruction du dossier de demande d'enregistrement déposé par la société **TECALEMIT**. En effet, ce dossier fait état d'un certain nombre de demande d'aménagements qui nécessite la réalisation de travaux de mise en conformité suivis par l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- **TECALEMIT AEROSPACE**
- **ZI DU PUIITS 72500 LUCEAU**
- **Code AIOT : 0100009899**
- **Régime : Néant**
- **Statut Seveso : Non Seveso**
- **IED : Non**

La société **TECALEMIT AEROSPACE** à Luceau (72500) est un établissement procédant à la conception et la fabrication de tuyaux (flexibles, rigides ou semi-rigides) pour le domaine de l'aéronautique et plus spécifiquement pour le transfert de fluides de type eau, air, huile, gaz ou carburant.

Pour ce faire, la société exploite plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement dont celles dédiées au traitement de surface et concernées par les rubriques 2565 et 2564 de la nomenclature.

Contexte de l'inspection : Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Dossier de demande d'enregistrement	Arrêté Préfectoral du 23/05/2023, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
2	Collecte et rejet des effluents	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 29	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
3	Isolement et comportement au feu	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 11	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
4	Systèmes de détection automatique	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Hauteur des conduits d'extraction	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 39	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
6	Rétentions,	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54	Demande de justificatif à l'exploitant	7 jours
7	Emissions dans l'air	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 57	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	Rétentions et bassin de confinement	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	Installation de dégraissage au perchloroéthylène	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 48	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
10	Intégration dans le paysage et envol des poussières	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	7 jours
11	Gestion des déchets dangereux	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 42	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans le cadre de la régularisation administrative de ses activités, la société TECALEMIT a engagé plusieurs actions visant à la mise en conformité de ses activités concernées par l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 09/04/2019.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Dossier de demande d'enregistrement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/05/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Dépôt de dossier
<b>Prescription contrôlée :</b> La société TECALEMIT exploitant une installation de traitement de surface sise ZI du Puits sur la commune de Luceau est mise en demeure de régulariser sa situation administrative soit : <ul style="list-style-type: none"><li>- En déposant un dossier de demande d'enregistrement en préfecture</li><li>- En cessant ses activités et en procédant à la remise en état prévue à l'article L.512-7-6 du Code de l'environnement</li></ul> [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant a déposé un dossier d'enregistrement en préfecture le 12 mars 2024. A la suite de l'examen de la complétude et régularité du dossier, l'inspection des installations classées se positionne, dans son rapport du 25 avril 2024, sur la non recevabilité du dossier déposé par la société TECALEMIT. Les compléments demandés par l'administration et transmis à l'exploitant concerne principalement les aménagements vis-à-vis des dispositions de 24 articles de l'arrêté ministériel de prescriptions générales (AMPG) du 9 avril 2019. Les demandes d'aménagement concernent des délais pour des mises en conformité de l'activité par rapport aux dispositions fixées par l'AMPG. Dans le cadre du travail de complétude du dossier, l'exploitant a transmis à l'inspection, par courriel du 26 mai 2025, un tableau de synthèse avec des propositions d'échéances de travaux pour les différentes dispositions concernées par un aménagement. La visite du 16 septembre 2025 permet à l'inspection de constater l'avancée de certains travaux (points de contrôle suivant du présent rapport) dont la réalisation est fixée avant la fin de l'été 2025 par l'exploitant. Au niveau de ces mises en conformité, l'exploitant informe l'inspection que les installations, d'un dispositif de rétention des eaux d'extinction incendie et d'une réserve d'eau d'extinction, nécessitent l'acquisition de parcelles limitrophes au site actuel. Cette extension nécessite une nouvelle sollicitation de l'avis du maire sur la définition de l'usage futur du site. Enfin l'exploitant informe l'inspection du dépôt du dossier complété d'ici fin septembre 2025.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit transmettre, d'ici 15 jours, à l'autorité administrative ainsi qu'à l'inspection des installations classées, le dossier complété de demande d'enregistrement. Ces compléments doivent comprendre un justificatif de transmission (accusé réception) d'un courrier auprès du maire de la commune de Luceau, pour l'avis sur l'usage futur du site, comprenant les nouvelles parcelles liées au projet.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant

<b>Proposition de délais : 15 jours</b>
-----------------------------------------

## N° 2 : Collecte et rejet des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 29
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejet des eaux pluviales
<b>Prescription contrôlée :</b> En matière de dispositif de gestion des eaux pluviales, les dispositions de l'article 43 du 2 février 1998 susvisé s'appliquent. Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle respectent les valeurs limites fixées à l'article 33 avant rejet au milieu naturel.
<b>Constats :</b> L'exploitant a fait réaliser par l'APAVE le 07/11/2024 un prélèvement des eaux pluviales issues de la toiture du bâtiment U2. Les mesures concernent les paramètres Chrome VI (lié à aux rejets atmosphériques des activités de traitement de surface et d'application de peinture), tétrachloroéthylène (lié aux activités de nettoyage de surface), et argent (lié aux activités de traitement et développement de surfaces photosensibles à base argentique). Le rapport d'analyse n°1481813-469182 T240661849 TECA édité par Agrolab le 13/11/2024 fait état d'une concentration d'argent de 0,21 mg/m <sup>3</sup> . Les autres micro-polluants ne sont pas détectés (en dessous des seuils de quantification). L'exploitant informe l'inspection qu'un dispositif de rétention est en cours d'élaboration pour le collecteur d'eaux pluviales issues de la toiture du bâtiment U3 afin de permettre la réalisation de prélèvements conforme COFRAC. Par ailleurs, l'exploitant indique qu'une étude des risques sanitaires d'incidence sanitaire va être lancée prochainement.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit transmettre à l'inspection, dans un délai de 15 jours : <ul style="list-style-type: none"><li>• le devis signé avec planification de la mesure des eaux pluviales du bâtiment U3 ;</li><li>• le bon de commande de l'étude d'incidence sanitaire.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

## N° 3 : Isolement et comportement au feu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Caractéristiques des installations
<b>Prescription contrôlée :</b> « Le bâtiment abritant l'installation présente au moins les caractéristiques de comportement au feu suivantes : « - la structure est de résistance au feu R 30 ;« - les murs extérieurs sont construits en matériaux A2s1d0. « Les locaux à risque définis à l'article 10 présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes : « - murs et parois séparatifs REI 120 ;« - planchers EI 120 et structures porteuses de planchers R 120 ;« - portes et fermetures résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture EI 120. « En l'absence de tout stockage ou emploi de liquide inflammable, l'exploitant peut déroger aux



dispositions relatives à ces locaux à risque, sous réserve du respect des trois conditions suivantes :  
 « - les locaux à risque disposent d'un système de détection automatique d'incendie ; « - les locaux ne contiennent pas d'équipement à risque de défaillance électrique (par exemple un tableau général basse tension ou une armoire de puissance). A défaut, ces équipements sont protégés par un système d'extinction automatique adapté au risque (feu d'origine électrique) ; « - la structure est de résistance au feu R 30 et les murs extérieurs sont construits en matériaux A2s1d0.

« Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Constats :**

Dans le cadre de la mise en conformité de son atelier de dépollution (utilisation d'alcool isopropylique) concerné la rubrique 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surface) l'exploitant réalise les travaux suivants :

- Raccordement des canalisations des émissions atmosphériques des installations concernées (2 bancs fonctionnement à l'alcool isopropylique et 1 cuve de caldène) par ladite rubrique en un seul exutoire ;
- Remplacement d'un banc d'application manuelle d'alcool isopropylique par un banc permettant un fonctionnement semi-automatique.

L'objectif est d'améliorer la captation des COV de l'atelier (diminuer les émissions diffuses et supprimer le risque ATEX) avant traitement au charbon actif et émission dans l'atmosphère.

Néanmoins, ces travaux nécessitent de percer la structure actuelle de l'atelier (murs/parois/plafonds) qui répond actuellement à la caractéristique REI120.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre à l'inspection dans un délai de 15 jours :

- le procès verbal indiquant les caractéristiques REI 120 de la structure actuelle de l'atelier ;
- le cahier des charges et les devis signés concernant les travaux qui intéressent l'atelier dépollution ;
- la transmission d'un courrier du fabricant des matériaux (parois/murs/plafonds) de l'atelier dépollution, indiquant sa capacité à attester, à l'issue de la fin des travaux, du maintien de la caractéristique REI 120 de ces matériaux modifiés.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 15 jours

### **N° 4 : Systèmes de détection automatique**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19

**Thème(s) :** Risques accidentels, dispositif de détection automatique incendie

#### **Prescription contrôlée :**

« I. Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé, au moins :

« - dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) ; « - dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface ;

« Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration.

« Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site.

« II. Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des baignoires, chauffage des baignoires). A tout moment, cette alarme est transmise à une personne en capacité de déclencher les

<p>procédures d'urgence définies par l'exploitant. Les modalités de gestion et de transmission de l'alarme sont formalisées dans une procédure, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>« III. L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leurs fonctionnalités et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection le devis signé n°VESTA0143 du 26/08/2025 auprès de la société CHUBB pour l'installation d'un système de détection incendie dans les ateliers, de traitement de surfaces et de nettoyage, dégraissage, décapage.</p> <p>Les travaux doivent commencer en semaine 39 pour une durée de trois semaines.</p> <p>L'exploitant informe l'inspection que la totalité des locaux à risque seront couverts par le système de détection incendie.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit transmettre dans un délai d'un mois, le bon de fin de travaux lié à l'installation du système de détection incendie comprenant l'attestation de bon fonctionnement suite à essai du dispositif.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 5 : Hauteur des conduits d'extraction

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 39</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets à l'atmosphère</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Indépendamment des valeurs limites d'émission et des débits d'odeur définis ci-après, le débouché des conduits d'extraction dépasse d'au moins 3 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté le nouveau système d'aspiration de l'atelier de traitement de surface comprenant le nouveau conduit d'extraction qui répond aux dispositions de l'article susvisé. Les travaux ont été réalisés par la société ERLA Technologie.</p> <p>L'exploitant informe que la même société finalise les études d'aéraulique pour l'atelier de dépollution (utilisation de l'alcool isopropylique), afin de réaliser les travaux sur le nouveau conduit d'extraction en décembre 2025. Concernant l'atelier de dégraissage (utilisation de caldène), l'exploitant indique que le chiffrage des travaux est en cours de finalisation par deux entreprises.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection, dans un délai de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 7 jours, le bon de fin travaux de l'installation d'extraction de l'atelier de traitement de surface qui atteste de son bon fonctionnement ;</li> <li>• 15 jours, le devis signé ainsi que la planification des travaux pour l'atelier dégraissage ;</li> <li>• 4 mois, le bon de fin de travaux de l'installation d'extraction de l'atelier dépollution qui atteste de son bon fonctionnement.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>

**Proposition de délais : 4 mois**

**N° 6 : Rétentions,**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions, régulation thermique et épuration.
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] « Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention sont vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux. [...]
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées atteste de la présence de déclencheurs d'alarme au niveau des bacs de l'installation de traitement de surface. Lors de la visite, l'exploitant n'est pas en capacité de transmettre le bon de réception et d'essai de ces dispositifs.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit transmettre à l'inspection, dans un délai de 7 jours, le bon de réception de fin de travaux attestant du bon fonctionnement des dispositifs d'alarme des rétentions de l'atelier de traitement de surface.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 7 jours

**N° 7 : Émissions dans l'air**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 57	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, traitement de surface	
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'installation respecte les valeurs limites en concentration ci-après pour les polluants susceptibles d'être rejetés.	
<b>POLLUANT</b>	<b>REJET DIRECT (en mg/m<sup>3</sup>)</b>
Acidité totale exprimée en H	0,5
HF, exprimé en F	2
Cr total	1
Cr VI	0,1
Ni	5
CN	1



Alcalins, exprimés en OH	10
NOx, exprimés en NO <sub>2</sub>	200
SO <sub>2</sub>	100
NH <sub>3</sub>	30

**Constats :**

L'exploitant a présenté le nouveau système d'aspiration de l'atelier de traitement de surface comprenant le nouveau conduit d'extraction qui répond aux dispositions de l'article susvisé. Les travaux ont été réalisés par la société ERLA Technologie.

Par ailleurs, au niveau de l'utilisation d'ALODINE comprenant du Chrome VI, l'exploitant indique que son bureau qualité finalise son étude concernant la possibilité de substituer ce produit et donc de supprimer les émissions de Chrome VI. De fait, l'installation d'aspiration et d'extraction d'air ne comprend pas de traitement interne pour ce polluant. Cependant, en cas d'impossibilité de substitution, un dévésiculeur sera ajouté dans la conduite afin de garantir le respect de la Valeur Limite d'Émission de Chrome VI dans les rejets.

Le dernier rapport de mesures des émissions atmosphériques de l'atelier de traitement de surfaces date du 23/07/2024. Pour rappel, le rapport APAVE n°134252700-001-1 a été présenté à l'inspection à la suite de la précédente visite du 16/04/2024. L'exploitant indique à l'inspection ne pas avoir réalisé de nouvelles mesures.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées d'ici :

- 15 jours, le devis signé pour la réalisation des mesures des émissions atmosphériques de ses installations au titre de l'année 2025 ;
- 2 mois, le rapport de mesure des émissions atmosphériques.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 8 : Rétentions et bassin de confinement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, dispositif de rétention des pollutions accidentelles
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>III. Rétentions et bassin de confinement</b></p> <p>L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. L'exploitant justifie dans son dossier d'enregistrement le dimensionnement dudit bassin.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans la cadre de la mise en conformité de ses installations, l'exploitant finalise les démarches d'acquisition des parcelles limitrophes n°28 et 31 de la section AB du plan local d'urbanisme de la commune de Luceau.</p>

L'exploitant a transmis à l'inspection le courrier du cabinet LOISEAU en date du 04/08/2025 concernant l'intervention d'un géomètre pour le bornage desdites parcelles dans le cadre de leur vente à la société TECALEMIT.

L'exploitant informe l'inspection que le compromis de vente doit être signé d'ici fin novembre 2025.

Les parcelles comprendront les dispositifs, de rétention des eaux d'extinction et de réserve d'eau incendie. L'échéance des travaux est prévue pour août 2026 et fera l'objet d'une demande d'aménagement des dispositions de l'article susvisé dans le dossier de demande d'enregistrement complété.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre dans un délai de 2 mois, le compromis de vente signé pour l'acquisition des parcelles n°28 et n°31.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 9 : Installation de dégraissage au perchloroéthylène**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 48

**Thème(s) :** Risques chroniques, Émissions dans l'air

**Prescription contrôlée :**

1. Pour la détermination des flux, les émissions canalisées et les émissions diffuses sont prises en compte. Les effluents gazeux respectent les valeurs limites figurant dans le tableau ci-après selon le flux horaire. Dans le cas où le même polluant est émis par divers rejets canalisés, les valeurs limites applicables à chaque rejet canalisé sont déterminées le cas échéant en fonction du flux total de l'ensemble des rejets canalisés et diffus.

[...]

Polluants	Valeur limite d'émission
Composées organiques volatils	
[...]	[...]
b) Consommation de solvants de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F (substances dites CMR) ou halogénés de mentions de danger H341 ou H351 :	
Pour les solvants halogénés de mentions de danger H341 ou H351	Si la consommation est supérieure à 1 tonne/an, la valeur limite de la concentration globale des solvants ci-dessus, exprimée en masse des composés, est de 20 mg/m <sup>3</sup> Si le débit massique de la somme des composés justifiant l'étiquetage est supérieur ou égal à 100 g/h, une valeur limite d'émission de 20 mg/Nm <sup>3</sup>

**Constats :**

L'inspection des installations classées atteste lors de la visite, de la suppression des installations, de

<p>dégraissage employant du perchloroéthylène (volume 200 l) et de nettoyage employant du SKC-S (volume de 40 l). Ces installations sont concernées par la rubrique 2564 et figurent dans le dossier de demande d'enregistrement initialement déposé le 12 mars 2024.</p> <p>Suite à la demande de compléments envoyée par l'inspection, l'exploitant a fait le choix de supprimer ces équipements, mettant en avant l'emploi d'autres procédés (utilisation du caldène pour le dégraissage et suppression du SKC-S pour l'activité de ressuage).</p> <p>L'exploitant indique que les produits sont actuellement stockés en attente de renvoi vers les fournisseurs respectifs (Inustry pour le perchloroéthylène et Brenntag pour le SKC-S).</p> <p>L'inspection indique que, malgré la suppression de ces équipements, l'établissement reste soumis à enregistrement au titre de la rubrique 2564.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Afin de répondre aux dispositions de mise en sécurité de ces équipements liés à l'installation classée sous la rubrique 2564, l'exploitant doit transmettre à l'inspection dans les délais suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 mois : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ le justificatif d'enlèvement du perchloroéthylène et du SKC-S par les fournisseurs respectifs ;</li> <li>◦ le justificatif de traitement des déchets, notamment métalliques issus des équipements employant les produits susvisés.</li> </ul> </li> <li>• 3 mois ; un devis signé et une planification pour la réalisation d'une étude de sol au droit de l'ancien emplacement de l'installation de perchloroéthylène afin de confirmer l'absence de pollution.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 10 : Intégration dans le paysage et envol des poussières

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Propreté</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant adopte les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le site est maintenu en bon état de propreté ;</li> <li>- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ;</li> <li>- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin ;</li> <li>- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ou végétalisées ;</li> <li>- des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées constate, lors de la visite sur de la zone extérieure sud de l'emprise, la présence de divers déchets notamment plastiques (résidus d'emballages) au sol, dans les haies, et le long des grillages en limite de propriété.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection, dans un délai de 7 jours, un reportage photographique de la zone concernée afin de justifier des actions de nettoyage à réaliser.</p> <p>En cas de non réalisation des actions visant à un retour à la propreté du site, une mise en demeure</p>

sera proposée à l'autorité administrative.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 7 jours

#### N° 11 : Gestion des déchets dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 42
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage des déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets produits par l'installation sont entreposés dans des conditions prévenant toute dégradation qui remettrait en cause leur valorisation ou élimination appropriée. Les déchets susceptibles de contenir des matières polluantes sont stockés à l'abri des précipitations météoriques sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement. La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la capacité correspondant à 2 mois de production ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate lors de la visite une présence de déchets notamment des fûts et cubitainers, vides ou contenant des déchets dangereux, en nombre important par rapport à la précédente visite. Ce stockage significatif sur la zone dédiée, atteint les limites de capacité de rétention à disposition de l'exploitant. Qui plus est, ces déchets sont en partie stockés sans abris, et donc soumis aux conditions météorologiques, notamment la pluie qui diminue le volume utile de rétention des différents bacs.</p> <p>Par ailleurs l'inspection constate également la présence sur l'aire étanche de plusieurs traces d'écoulement de produits consécutives à des déversements accidentels.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection les justificatifs suivants dans les délais mentionnés à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• sous 7 jours : le justificatif d'enlèvement des déchets dangereux (BSD) ;</li> <li>• sous 2 mois : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ une note d'organisation de la gestion des déchets dangereux comprenant les responsables désignés pour la gestion des stockages et de l'enlèvement ;</li> <li>◦ une note d'organisation sur la prévention et la gestion des déversements accidentels intégrant les conduites à tenir (matériels à utiliser, remontée d'information, alerte des services extérieurs...) ;</li> <li>◦ une note d'organisation de formation des agents reprenant les documents susmentionnés avec une planification des séances.</li> </ul> </li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois